

8 mars : toutes et tous ensemble, pour les droits des femmes !

La Journée internationale de lutte pour les droits des femmes nous rappelle les combats passés, présents et futurs pour l'égalité. Si des combats politiques ont permis des prises de consciences sociétales et des avancées sociales, l'égalité reste une utopie et peine à se réaliser concrètement. La reconnaissance des droits n'entraîne pas mécaniquement leur application effective.

Le PCF a appelé donc à la mobilisation la plus large de nos concitoyennes et concitoyens, des salarié·es, à l'occasion de cette journée de mobilisation et de grève féministe pour gagner l'égalité réelle !

Emplois mal rémunérés et dévalorisés, temps partiels imposés, difficile conciliation de la vie professionnelle et familiale, manque de structures de garde : **le salaire des femmes reste inférieur d'un quart à celui des hommes, leur retraite de 40%.**

Cette journée a été l'occasion de porter fortement l'exigence de l'abrogation de la réforme des retraites. L'égalité salariale entre les femmes et les hommes, pourvoyeuse de près de 10 milliards d'euros de cotisations supplémentaires, permettrait de non seulement de financer l'abrogation de la réforme des retraites mais de contribuer au financement d'un droit à la retraite à 60 ans à taux plein à taux plein avec une pension à 75% du revenu net d'activité.

Preuve que, quand les femmes gagnent des droits, la société tout entière en bénéficie !

Premières employées et usagères des services publics, les femmes compensent les carences de l'État auprès des enfants, des personnes âgées ou en situation de handicap, au détriment de leur travail et de leur santé. En détruisant volontairement les services publics, les politiques libérales ont dégradé la vie des femmes.

À plus de 80%, elles assument seules la responsabilité des familles monoparentales, dont près de la moitié, en plus d'être stigmatisées, vivent sous le seuil de pauvreté.

Pathologies souvent considérées comme « psychologiques » ou devant être acceptées comme inhérentes à la condition féminine, errance médicale : leur santé est ignorée.

Leur droit fondamental à la sécurité n'est pas assuré : en danger permanent, justice ne leur est que rarement rendue. Violées, réfugiées, déplacées, emprisonnées, elles subissent les conséquences mortifères des guerres.

Au cours de l'Histoire, leur participation est déterminante dans les domaines culturels, scientifiques et artistiques. Pourtant, elles sont ignorées dans la mémoire collective. Nous devons leur rendre la place qui leur est due.

Nous refusons l'illusion d'une égalité acquise et appelons à une large mobilisation le samedi 8 mars prochain pour protéger des droits qui, nous le

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2498 – Jeudi 13 mars 2025



La journée internationale des droits des femmes ce samedi 8 mars à Mont-de-Marsan

savons, ne sont pas acquis pour toujours et restent théoriques faute de moyens et de services publics.

Partout, les communistes se sont mobilisés pour exiger des politiques publiques à la hauteur des enjeux féministes, comme la création d'un service public de la petite enfance pour permettre aux femmes de ne plus renoncer à leur travail, et donc à leur salaire ; ou encore la création d'un réel statut du foyer monoparental pour permettre à ces familles de vivre dignement.

La revalorisation des statuts et des salaires des métiers à prédominance féminine est urgente. C'est une question de justice et une question de bon sens.

Au PCF nous militons pour un réel changement de société, juste et égalitaire. C'est pourquoi nous lions la question sociale à la question féministe : il n'y aura pas de révolution sociale sans révolution féministe !■

Succès de la traditionnelle Croupionnade

Comme de tradition le mardi-gras, la section d'Amou a organisé la croupionnade. Pas moins de 200 personnes se sont retrouvées dans le hall des sports de Castelnau-Chalosse pour manger omelette, croupions et beignets, après les interventions de Christian Lasserre, secrétaire de la section PCF d'Amou et Damien Delavoie, conseiller départemental.

Un grand merci aux camarades et amis qui tous les ans œuvrent pour que ce rendez-vous perdure et soit un succès. Rendez-vous est pris pour le mardi-gras 2026 !■



Non à la défense européenne... ...Oui à la sécurité européenne

Les effets de manche guerriers de nombre d'éditorialistes de plateau qui défilent sur les chaînes infos cherchent à justifier la marche à la guerre et le passage du pays, et de l'Europe, en économie de guerre. L'offensive de Trump prospère en réalité sur fond de krach politique, diplomatique et industriel de l'Union européenne. La

construction capitaliste et atlantiste de l'Union européenne, forgée dans les traités européens, est incapable structurellement d'y répondre dans les intérêts des peuples européens. Elle fait ici la démonstration de son impasse.

La panique qui s'est emparée des représentants des bourgeoisies européennes depuis plusieurs semaines est à la hauteur de la force du lien de dépendance industriel et politique de l'UE envers les USA. Cela est également valable pour le Royaume-Uni qui a organisé un sommet ce dimanche 2 mars dans l'objectif de rabibocher les Européens avec les USA. On a vu ce spectacle incroyable et lamentable d'annonces d'Emmanuel Macron désavouées quelques heures plus tard par le premier ministre britannique, ce qui montre leur totale désorientation. Qui d'ailleurs peut accorder du crédit à une trêve d'un mois formulée uniquement pour s'accommoder avec Trump ? Le discours désesparé du premier ministre François Bayrou à l'Assemblée nationale en est également une des pathétiques manifestations. Nous sommes favorables à un cessez-le-feu qui amène



à la paix, c'est-à-dire à la résolution des causes profondes du conflit. La proposition d'Emmanuel Macron, reprise partiellement par Volodymyr Zelensky est tout à fait différente.

Face à ce krach, on annonce un emprunt commun de l'UE pour la défense et l'eupéanisation de la force nucléaire française, c'est-à-

dire un nouveau pas, et d'importance, vers un fédéralisme armé. Le PCF s'y oppose. Par ailleurs, cela se mène sans rompre avec la relation de dépendance à l'OTAN, c'est-à-dire le bras armé des États-Unis, ni avec l'industrie de défense américaine qui sera la grande bénéficiaire de l'augmentation des dépenses militaires. Comment apporter la moindre crédibilité aux grands discours sur « l'autonomie stratégique », alors qu'aucun des liens de dépendance structurels n'est fondamentalement remis en cause ?

L'impasse politique et morale de l'Union européenne actuelle est également due à son absence totale de prise d'initiative diplomatique pour mettre fin à la guerre en Ukraine déclenchée par la Russie de Vladimir Poutine. Or, les événements actuels démontrent bien qu'une telle initiative aurait été possible.

Il n'y aura aucune sécurité des peuples européens, ni sous le parapluie américain, ni sous celui d'un fédéralisme botté et nucléarisé. L'urgence est à construire une autonomie stratégique pour la paix, et non une autonomie stratégique pour la guerre.

Or, une véritable politique de sécurité et de paix en Europe implique plusieurs éléments :

- **Celui de voir plus loin que l'espace géographique de l'Union européenne. La sécurité des peuples européens est indissociable de celui des peuples qui vivent à l'Est, le peuple russe, le peuple ukrainien. Le caractère dramatique et exceptionnellement dangereux du moment le démontre crument. Comme l'avait ébauché l'acte final de la déclaration d'Helsinki, en pleine guerre froide, l'espace de sécurité collective pan-européen court de Brest à Vladivostok. Il implique également l'espace méditerranéen. Cela nécessite une rupture avec l'OTAN, la sortie du commandement intégré et la dissolution de l'OTAN dans le cadre d'une refondation de la sécurité collective en Europe. Cela permettra aussi de renouer avec les négociations de désarmement multilatéral et d'abord dans le domaine nucléaire.**
- **Celui de travailler à une reconstruction d'une base industrielle de défense sous pilotage de la nation, au service des intérêts de la défense du pays et non sous l'empire des intérêts capitalistes. Cette industrie de défense a été vendue à la découpe aux intérêts privés, souvent américains.**
- **Celui de travailler à la reconstruction d'un lien entre l'armée et la nation au service d'une politique de paix et de sécurité collective. Une armée uniquement professionnelle ne répond pas à ces objectifs.**
- **Celui de travailler sur ces bases à la construction de coopérations politiques et industrielles et d'alliances nouvelles et flexibles à l'échelle du continent et au-delà.**

Voilà l'initiative que la France devrait prendre. ■

Traite des êtres humains dans des entreprises du secteur agricole au Nord du Département des Landes

Le 10 juin 2024, douze travailleuses et travailleurs ressortissants Colombiens sans papiers, victimes de traite des êtres humains dans le milieu du travail agricole, ont été livrés à eux-mêmes suite à une importante descente de police, sur Labouheyre. Ils étaient parqués dans des logements indignes. Avant l'arrivée de la police, onze travaillaient à Légum'land à Ychoux par le biais de l'Agence de travail Randstad sans contrat de mission, ni bulletins de salaire.

En 2020, l'Inspection du Travail avait fait un signalement sur les logements auprès du Procureur de la République à Mont de Marsan, qui sont tous restés lettre morte jusqu'à aujourd'hui.

Après dix jours d'errance, le 20 juin, ils ont poussé la porte de l'UD CGT des Landes, qui s'est aussitôt largement mobilisée, pour les écouter, les reconforter, organiser la solidarité pour couvrir les besoins immédiats les plus élémentaires, nourriture, abri, couchage. La Cgt des Landes avec la participation de la Fédération de l'Agro-Alimentaire les a accompagnés dans leur volonté d'obtenir le rétablissement de leurs droits et de leur dignité.

Ils sont venus en France racolés par un réseau tentaculaire de rabatteurs et de passeurs, qui sévissait principalement en Colombie, en Espagne et en France, leur faisant miroiter, moyennant finances, de leur trouver « *facilement du travail avec contrat, papiers et logement, à la campagne, en France* ».

Arrivés à Labouheyre, ces contacts rencontraient les travailleurs, les dépouillaient de leur argent, entre 1200 et 1500 € pour « *commencer le processus des papiers* ». On leur demandait 250 € par personne pour le logement insalubre qui regroupaient 12 à 15 personnes, les couples payés 800 € pour un 10 m² avec les mêmes conditions. Pour se rendre au travail on leur facturait entre 5 et 10 € par jour et par personne selon le nombre de trajets. Ensuite les rabatteurs revenaient vers les travailleurs Colombiens pour leur imposer en guise de « *papiers* » des copies de carte d'identité espagnols pour la plupart volées, portant mentions et photo sans aucune similitude avec l'identité réelle, « *papiers parfaitement légaux et valant permis de travail provisoire en France, en attendant les papiers définitifs* ». Les rabatteurs exigeaient une « *location* » de 150 à 300 € par mois et par personne. Ensuite ils leur indiquaient l'entreprise dans laquelle ils allaient travailler, en leur précisant individuellement « *vous n'avez à vous occuper de rien et vous n'aurez affaire qu'à moi* ».

Ces travailleuses et travailleurs colombiens ne se sont donc jamais inscrits ni n'ont jamais postulé dans aucune de ces entreprises, dans lesquelles ils ont effectivement travaillé, qu'il s'agisse de prestataires de services ou de donneurs d'ordres. A notre connaissance une dizaine d'entreprises sont



concernées par ce trafic. Sachant que, dans cette fraude organisée à grande échelle, la presse a fait état de possibles 180 « *victimes* », voilà à quoi aboutit cette sous-traitance à outrance.

Cette gestion patronale centrée uniquement sur les profits qui conduit inmanquablement à la « *traite d'êtres humains* », quelle que soit leur nationalité. **1^{ère} victoire** : Le 30 juillet 2024, la Préfecture des Landes a délivré douze titres de séjour temporaire renouvelable, au titre des victimes de traite des êtres humains dans le milieu du travail, en application du CESEDA (Code de l'Entrée et du Séjour des Étrangers et du Droit d'Asile), les autorisant à se maintenir sur le sol français et à y

travailler.

Depuis le 1^{er} août dernier ils travaillent tous et ont repris leur autonomie sur le plan matériel depuis septembre. Les douze victimes et la CGT Landes, se sont constitués parties civiles dans ce dossier.

Par décision du 24/10/2024, la Juge d'Instruction a rendu, à l'encontre de l'UD CGT Landes, une « *Ordonnance d'irrecevabilité de constitution de partie civile* » au motif que « *les faits poursuivis ne portent pas préjudice, directement ou indirectement, à l'intérêt collectif d'une profession que l'UD CGT Landes représenterait* ». Grâce à la CGT nous avons démantelé « *un réseau de trafic d'ouvriers agricoles et de faux papiers* ». La CGT va continuer le combat par tous les moyens dont nous disposons, avec toutes les travailleuses et les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, qu'ils soient avec ou sans papiers, pour le respect des droits et de la dignité ainsi que pour la conquête de nouveaux droits.■

Article paru dans le journal de l'Union syndicale des retraités CGT

Campagne heureuse !

Vivre à la campagne, en ruralité, dans un monde sans cesse en évolution et face à des défis économiques, environnementaux et humains, bouscule nos certitudes.

Services publics, mobilités, accès aux soins, éducation, aménagement, agriculture et vivre-ensemble sont des défis sans cesse à relever.

Pour échanger sur toutes ces questions, nous vous invitons à participer à une rencontre-débat, en présence de :

- **Patrick MAN**, Maire de Hauriet
- **Stéphane LEBOT**, Vice-président du Conseil Départemental de la Gironde
- **Alain BACHÉ**, Conseiller Régional de Nouvelle-Aquitaine

Mercredi 19 mars à 18 h 30
Salle des fêtes - Hauriet

Fête de l'Huma de PERQUIE 28 et 29 mars - Foyer Rural

Vendredi 28 mars à 18 h 30

Débat public :

« **Répondre aux défis d'aujourd'hui : aménagement du territoire ; réindustrialisation ; mobilités pour tous en milieu rural dans le cadre de la transition écologique avec le développement du transport ferroviaire** » avec **Jérôme NONAMY**, conseiller régional d'Occitanie, membre des commissions « Mobilités et infrastructures » et « Urgence climatique ».



« **Pour la réouverture de la ligne ferrée Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre au transport public voyageur et fret** » avec **Hervé BUFFAT**, coordonnateur du collectif « Osons le train ».

20 h - Apéritif et repas (12 € tout compris)

Cocktail du Bas-Armagnac

Lasagne / Salade / Canelés / Crème anglaise / Café

Samedi 29 mars à 10 h

Débat « Gagner des avancées sociales pour notre peuple. Rassembler à gauche une majorité. Les propositions du PCF » avec **Pierre LACAZE**, conseiller municipal de Toulouse, Vice-président de la région Occitanie, responsable national du PCF en charge des élections.



12 h - Apéritif suivi d'un repas

Menu : Velouté de saison, cassoulet, salade, tarte, café, armagnac - Prix 15 €

Pour les repas du vendredi soir et samedi midi, s'inscrire avant le 24 mars à numéros suivants : 06.83.22.69.81 ; 06.08.61.76.06 ; 06.74.90.64.82 ; 06.79.62.25.87 ; 06.30.17.89.53.

Pendant les deux jours, librairie avec de nombreux ouvrages, expositions sur le 80e anniversaire de la Libération du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau ; sur les ruines à Gaza avec des dessins d'enfants et la campagne PCF pour la paix ; sur le collectif « Osons le train ».

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

Gnacs et Chacailles

FEMMES EGALITÉ

Femmes... Je vous aime/Femmes... Je vous aime/Je n'en connais pas de faciles/Je n'en connais que de fragiles/et difficiles/Oui... difficiles... Qui n'a pas en tête ces paroles de Jean-Loup Dabadie (1938-2020, artiste et académicien) chantées par Julien Clerc ou Jean Ferrat déclarant avec Aragon: La femme est l'avenir de l'homme... Que de contradictions, belles histoires ou terribles parfois entres les femmes et les hommes. Ne dit-on pas aussi que des femmes sont des hommes ... et réciproquement? Des marxistes définissent les origines du matriarcat comme "Etape historique dans le développement du régime de la commune primitive, caractérisée par le rôle prépondérant de la femme dans l'économie. Le matriarcat a pour base le mode de production de la commune primitive qui s'est épanouie à cette époque." La Dame à la capuche, adorable figurine de 25000 ans découverte en 1894 par Edouard Piette (1827-1906), juge de paix et géologue passionné, dans la grotte du Pape à Brassempouy, à proximité de Castelnau-Chalosse haut lieu de nos croupionnades communistes à mardi gras, témoigne de la richesse culturelle de cette commune primitive où vous pourrez en découvrir l'histoire au musée «Maison de la Dame» à Brassempouy. Dans nos sociétés patriarcales dites "modernes" d'à peine 2000 ans, on n'a pas pu s'empêcher d'écrire que la Dame de Brassempouy a été sculptée par un homme – pourquoi pas une femme? - de Cro-Magnon (Homo Sapiens) ou « Hommes modernes » arrivés en Europe entre 40 000 et 10 000 ans avant notre ère. L'humanité est une longue marche, comme l'est la conquête de l'égalité pour les femmes et les hommes. Si des femmes sont en responsabilité publique, qu'en est-il dans la vie quotidienne, dans l'intimité de chacune et chacun d'entre nous? La société fondée sur le capitalisme, l'exploitation, l'aliénation humaine sous toutes ses formes, est organisée afin que les privilèges des dominants perdurent. Parmi ces dominants se trouvent parfois des femmes comme Laurence Parisot ancienne présidente du Medef pour qui «la vie comme l'amour et le droit du travail sont précaires», sans oublier Marine Le Pen patronne d'un parti xénophobe. Celles-là portent la politique antisociale et antidémocratique du parti de l'ordre, de l'injustice et de la guerre capitaliste. La question de l'égalité des femmes et des hommes avec leurs différences, est donc fondamentalement une question de société. Lors de la conférence de Copenhague en 1910, Clara Zetkin (1857-1933) enseignante, journaliste, femme politique marxiste, avait fait adopter une résolution qui propose que « les femmes socialistes de tous les pays organisent une journée des femmes » afin de prendre acte des luttes menées par les femmes, partout dans le monde. Parmi tant de femmes connues ou anonymes qui contribuèrent à l'émancipation humaine, citons Simone Veil (1927-2017), ancienne déportée et ministre de droite, qui fit adopter au bout d'une longue lutte des femmes et des hommes et avec les voix de gauche au Parlement, le droit à l'avortement en 1975. La Charte des Nations Unies, signée à San Francisco en 1945, proclama l'égalité des sexes en tant que droit fondamental de la personne humaine. Le 8 mars 2025, l'ONU Femmes a choisi de se mobiliser autour du thème « Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation ». Tant d'injustices et de violences sexistes et sexuelles frappent encore les femmes. Faisons de ce 8 mars un moment de conscience pour bâtir un monde meilleur pour toutes et tous, d'égalité, de partage, de communisme. ■

Roger La Mougne